



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Que reste-t-il du franquisme en 2025 ? Quelques réflexions sur les héritages persistants d'une dictature

Frédéric Crahay

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Décembre 2025

Cinquante ans après la mort de Francisco Franco, le 20 novembre 1975, l'Espagne et l'Europe se trouvent face à une question aussi délicate qu'urgente : que reste-t-il réellement du franquisme dans nos sociétés contemporaines ? L'annulation récente, en novembre 2025, d'une cérémonie religieuse prévue à Paris en l'honneur de Franco et de José Antonio Primo de Rivera (1903-1936)¹ démontre que l'héritage du dernier dictateur fasciste européen demeure vivace et controversé un demi-siècle après sa disparition.

Un héritage institutionnel et juridique profondément ancré

La transition espagnole, cette fameuse *transición* qui commença dès novembre 1975, constitue le premier élément de réponse à notre interrogation. Contrairement à ce que l'on pourrait espérer d'un changement de régime démocratique, l'Espagne n'a jamais véritablement rompu avec son passé franquiste. Le serment prêté par Juan Carlos devant les Cortès le 22 novembre 1975, par lequel il s'engageait à respecter les principes du « Mouvement national » – c'est-à-dire le franquisme lui-même – symbolise cette continuité problématique qui hante encore la démocratie espagnole. Les lois d'amnistie adoptées en 1976 et 1977 constituent peut-être l'héritage le plus controversé de cette transition. Officiellement conçues pour libérer les prisonniers politiques, elles sont aujourd'hui utilisées pour protéger les tortionnaires et les meurtriers franquistes de toute poursuite judiciaire. Cette impunité institutionnalisée constitue une particularité espagnole dans le contexte européen de l'après-guerre froide. Alors que l'Allemagne a fait face à son passé nazi, que les pays d'Europe de l'Est ont démantelé leurs structures communistes autoritaires, l'Espagne a choisi le pacte du silence, transformant l'oubli en politique d'État. La législation franquiste elle-même a été transférée dans la nouvelle ère démocratique, créant une continuité juridique qui a permis la préservation de nombreuses structures autoritaires. Pendant trois décennies, les gouvernements successifs ont échoué à mettre en œuvre des mesures significatives pour effacer les traces de la dictature. Cette inaction délibérée a façonné une démocratie marquée par l'ambiguïté, où les victimes du franquisme et leurs descendants n'ont jamais obtenu ni justice, ni reconnaissance pleine et entière.

¹ Aldric Meeschaert, « Paris : la messe organisée pour les 50 ans de la mort de Franco annulée », *Le Figaro*, 26 novembre 2025 (consulté le 9 décembre 2025).

La persistance politique du franquisme

L'un des aspects les plus frappants de la survie du franquisme réside dans sa transformation politique. En 1989, Manuel Fraga, ancien ministre de Franco, fonde le *Partido Popular* (PP), aujourd'hui membre du groupe du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen. Cette filiation directe entre un ancien cadre de la dictature et un parti conservateur majeur de l'Espagne démocratique illustre la perméabilité entre l'ancien régime et le nouveau système. Le PP est devenu l'un des piliers de la politique espagnole moderne, occupant régulièrement le pouvoir, ce qui témoigne de la normalisation d'un héritage compromis avec la dictature. Cette continuité politique ne se limite pas à une question de personnalités. Elle reflète également la persistance d'un électoralat conservateur qui n'a jamais véritablement condamné le franquisme, voire qui en conserve une certaine nostalgie. Dans certaines régions d'Espagne, particulièrement dans les zones rurales et traditionalistes, Franco reste perçu non comme un dictateur sanguinaire, mais comme un garant de l'ordre et des valeurs catholiques traditionnelles. Cette vision révisionniste, parfois transmise de génération en génération, alimente un discours politique qui relativise ou minimise les crimes du franquisme.

Le terrain de bataille de la mémoire historique

Le « mouvement pour la mémoire historique », actif depuis plusieurs années, constitue une tentative tardive mais essentielle de confronter l'Espagne à son passé. L'exhumation des fosses communes, qui contiennent les restes de dizaines de milliers de victimes du franquisme, constitue un acte à la fois archéologique, judiciaire et symbolique. Ces exhumations permettent enfin aux familles d'enterrer dignement leurs proches disparus, souvent exécutés sommairement et jetés dans des fosses anonymes. Mais elles révèlent aussi l'ampleur du crime contre l'humanité commis pendant et après la guerre civile : pas moins de 150 000 civils exécutés par Franco entre 1936 et 1939, ainsi que 50 000 par les Républicains, plus de 230 000 personnes emprisonnées en 1940, soit un pour cent de la population, dans des camps de concentration et de travail². L'infrastructure même de l'Espagne moderne porte l'empreinte sanglante du franquisme. Les routes, les canaux, les lignes de chemin de fer, voire des villes entières ont été construits par des bataillons de prisonniers républicains réduits au travail forcé. Lorsqu'un Espagnol emprunte certaines autoroutes ou certains ouvrages d'art, il circule sur des infrastructures édifiées par des esclaves du régime franquiste. Cette réalité matérielle est omniprésente, mais largement occultée dans le discours public. Le programme gouvernemental *España en libertad. 50 años* (Espagne en liberté. 50 ans)³ lancé en 2025, avec ses expositions, lectures, discussions dans les écoles et films documentaires, constitue une initiative louable mais tardive. Cinquante ans après la mort de Franco, l'État espagnol commence seulement à véritablement éduquer ses citoyens sur la réalité de la dictature. Cette initiative, soutenue activement par plusieurs associations mémorielles, témoigne d'une prise de conscience, mais aussi d'un retard considérable dans le travail de mémoire.

² Serge de Sampigny, *Franco, le dernier dictateur d'Europe*, France, 2024, 104 minutes.

³ Le gouvernement espagnol y a dédié un site : <https://espanaenlibertad.gob.es/>

L'internationale franquiste : une menace persistante

Événement particulièrement révélateur de la persistance du franquisme en 2025 : la tentative d'organisation, à Paris, d'une cérémonie chrétienne en l'honneur de Franco et de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, le parti fasciste qui constitua le fondement du régime. Que cette cérémonie ait été prévue en France, berceau des droits de l'Homme, et qu'elle ait dû être annulée face aux protestations publiques démontre deux réalités inquiétantes. D'abord, les partisans de Franco demeurent suffisamment influents et organisés, un demi-siècle après sa mort, pour tenter de célébrer publiquement sa mémoire dans une capitale européenne. Cette audace témoigne d'un sentiment d'impunité et d'une conviction que leur idéologie conserve une légitimité. Ensuite, cela démontre l'existence de réseaux franquistes transnationaux, capables de mobiliser des ressources et des soutiens à travers l'Europe. Ces néofranquistes ne se cachent plus dans l'ombre. Ils opèrent au grand jour, organisent des commémorations, publient des ouvrages révisionnistes, et se montrent actifs sur les réseaux sociaux où ils diffusent une vision nostalgique et blanche de la dictature. Leur stratégie consiste à présenter Franco comme un sauveur de l'Espagne face au « chaos » républicain, minimisant systématiquement la terreur d'État, les 300 camps de concentration, les exécutions sommaires et les tortures systématiques.

Les divisions contemporaines de la société espagnole

Le franquisme de 2025 ne se manifeste pas uniquement à travers des cérémonies interdites ou des lois d'amnistie. Il structure profondément les clivages de la société espagnole contemporaine. La question catalane, par exemple, ne peut être comprise sans référence à la répression franquiste des identités régionales. Le régime de Franco avait interdit l'usage public du catalan, du basque et du galicien, imposant le castillan comme unique langue nationale. Cette politique d'uniformisation linguistique et culturelle a laissé des blessures profondes qui nourrissent aujourd'hui les mouvements indépendantistes. La « Trinité franquiste » – un crucifix flanqué des images de Franco et de José Antonio Primo de Rivera – n'orne plus les murs des institutions publiques, mais son esprit persiste dans une certaine conception de l'identité espagnole. Le national-catholicisme réactionnaire prôné par la Phalange trouve encore des échos dans les discours de l'extrême droite contemporaine, notamment au sein de Vox, parti qui a émergé comme une force politique significative ces dernières années. Vox reprend explicitement certains thèmes franquistes : l'unité indivisible de l'Espagne, la défense des valeurs catholiques traditionnelles, et une opposition virulente aux séparatismes régionaux.

L'héritage international et le silence complice

Les gouvernements occidentaux, par leur « politique de non-ingérence » pendant et après la guerre civile espagnole, ont permis au franquisme de s'installer et de perdurer. Cette complicité internationale ne s'est jamais véritablement transformée en condamnation formelle. Franco n'a jamais été jugé pour ses crimes, et le régime qu'il a établi a même bénéficié du soutien des États-Unis pendant la guerre froide, intégrant l'Espagne dans le camp occidental face au communisme. Hitler et Mussolini ont perdu la guerre, mais leur allié idéologique Franco a, lui, bel et bien gagné la sienne. Cette réhabilitation tacite du franquisme dans le contexte de la guerre froide a contribué à sa normalisation. Alors que les criminels nazis étaient traqués jusqu'aux confins du monde, les bourreaux franquistes ont pu vivre tranquillement en Espagne, protégés par les lois d'amnistie et l'oubli organisé. Ce fut également le cas pour le fasciste belge Léon Degrelle (1906-1994), décédé dans son lit à Malaga. Cette double mesure dans le traitement des dictatures fascistes européennes constitue l'un des scandales moraux du XX^e siècle, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Que reste-t-il du franquisme en 2025 ? Les réponses à cette question sont multiples. Des structures juridiques qui protègent les bourreaux aux réseaux militants qui célèbrent encore la mémoire du dictateur, des infrastructures bâties par le travail forcé aux divisions politiques qui fracturent la société espagnole, l'héritage de Franco est omniprésent. La transition démocratique, souvent célébrée comme un modèle, apparaît rétrospectivement comme un pacte faustien : la paix civile immédiate contre l'impunité et l'oubli. Cinquante ans après sa mort, Franco n'est pas encore mort dans les consciences, les institutions et les pratiques politiques espagnoles. Le travail de mémoire, enfin entrepris sérieusement, arrive tardivement, alors que de nombreux témoins directs ont disparu et que plusieurs générations ont grandi dans l'ignorance ou l'amnésie organisée. La lutte contre les vestiges du franquisme demeure donc un combat d'actualité, non seulement pour rendre justice aux victimes, mais aussi pour préserver la démocratie espagnole et européenne des tentations autoritaires qui, comme le prouve l'audace des néofranquistes parisiens, n'ont jamais véritablement disparu.

